

# PARLEMENTAIRES

## INFORMATIONS

52e législature



du 23/03/2009 au 27/03/2009

057

**Pour de plus amples informations, surfez sur :**

www.lachambre.be

**Informations Parlementaires** est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

**Informations Parlementaires** est adressé à toute personne qui en fait la demande.

**Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€**) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

***coordination et rédaction*** : Service des Relations publiques et internationales

**tél** : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

**fax** : 02/549.83.02

**E-mail** : pri@lachambre.be

**lay-out** : PRI

**impression** : Imprimerie de la Chambre

**adresse postale** : Chambre des représentants de Belgique  
B - 1008 BRUXELLES

**entrée visiteurs** : 13, rue de Louvain - Bruxelles

**éditeur responsable** : le secrétaire général de la Chambre



## Table des matières

### COMMISSIONS

Réunions de commissions 3

### SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi et propositions 31

Questions orales 34

Votes nominatifs sur les motions 36

Application de l'article 103 de la  
Constitution 37

RELATIONS PUBLIQUES 39

RELATIONS INTERNATIONALES 41

COMMUNIQUÉS DE PRESSE 45

PUBLICATIONS 47

CONSEIL DES MINISTRES 49

### ANNEXES

Demandes d'interpellations 55

Projets de loi, propositions et rapports  
de commission 57

Assemblées parlementaires internationales 59

ADDENDA 61

Agenda des séances plénières  
et des réunions de commissions 63



SEMAINE DU 23 MARS AU 27 MARS 2009



## COMMISSIONS

### **“Crise financière et bancaire”**

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

---

*Président : M. Joseph George*

➤ **VENDREDI 20 MARS 2009**

1. Audition de M. E. Wymeersch (CBFA).
2. Etat d'avancement des travaux : échange de vues avec les experts.

➤ **LUNDI 23 MARS 2009**

Audition de :

- M. Jean-Pierre Grafé ;
- M. Luc Coene (BNB);
- M. Wim Coumans;
- M. Jean Hilgers (BNB);
- Mme Françoise Masai (BNB);
- M. Peter Praet (BNB).

➤ **MARDI 24 MARS 2009**

Audition de :

- M. Michel Tilmant ;
- M. Emmanuel Pieters (SPF Economie) ;
- M. Marc Van Hende (SPF Economie) ;
- Mme Viviane Buydens (SPF Finances) ;
- M. Philippe Lambrecht (FEB);
- M. Bernard Noël (CGSLB);
- M. Chris Serroyen (CSC);
- Mme Jo Vervecken (FGTB);
- M. Johan Bortier (Unizo).



➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

Audition de :

- M. Pierre Richard (ancien CEO de Dexia) ;
- M. Pierre Mariani (Dexia).

(Rapporteurs : MM. François Bellot, Guy Coëme et Herman De Croo, Mme Liesbeth Van der Auwera et M. Berni Collas (S)).

Prochaine réunion : vendredi 27 mars 2009.

---

**Infrastructure**

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : M. François Bellot*

➤ **LUNDI 23 MARS 2009**

1. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'utilisation des langues dans les annonces dans les trains" (n° 11252).
- Question de Mme Ulla Werbrouck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la communication des retards importants aux voyageurs étrangers" (n° 11923).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les problèmes de stationnement près de la gare de Haacht" (n° 11433).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le remboursement par la Communauté française des abonnements SNCB" (n° 11497).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



4. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'assainissement de B-cargo" (n° 11640).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le train d'étudiants Gand - Poperinge" (n° 11641).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Ulla Werbrouck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la vente de billets de train par la chaîne de distribution Kruidvat" (n° 11707).

- Question de Mme Ulla Werbrouck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la grande diversité de produits proposés par la SNCB et la discrimination éventuelle dans le cadre de la vente de billets de train par la chaîne de distribution Kruidvat" (n° 11708).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la répartition géographique des cinq centres de tri" (n° 11719).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la situation de trésorerie à La Poste" (n° 11723).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'opération cash-out envisagée par La Poste" (n° 12039).

- Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le départ de la Poste danoise de la Poste belge" (n° 12076).

- Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'utilisation du trésor de guerre de La Poste" (n° 11815).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



9. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le bureau de poste du quartier Saint-Roch à Hal" (n° 11738).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'action 'SVP Facteur'" (n° 11739).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'accord sur la mise en place d'un ticket commun" (n° 11821).

- Question de Mme Valérie De Bue au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'accord intervenu entre les sociétés SNCB, STIB, De Lijn et TEC pour mettre à disposition des voyageurs un billet commun d'ici à 2012" (n° 11875).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'amende infligée par l'inspection du travail à l'administrateur délégué de la SNCB-Holding" (n° 11860).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la gratuité du billet 'enfant'" (n° 11863).

- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'utilisation du billet 'Senior'" (n° 11864).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de Mme Ulla Werbrouck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la SNCB et Sunjets" (n° 11869).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les locaux de la police des chemins de fer" (n° 11904).



- Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les locaux de la police des chemins de fer” (n° 11943).

- Question de M. Jan Mortelmans au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les locaux de la police des chemins de fer” (n° 11972).

- Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le nouveau commissariat de la police fédérale des chemins de fer” (n° 12062).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les radars fixes aux abords des passages à niveau” (n° 11942).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir de la Banque de La Poste” (n° 12013).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le comité exécutif de La Poste” (n° 12016).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’état de la passerelle au-dessus des voies ferrées à Tamines” (n° 12019).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les travaux du RER à Itterbeek (Dilbeek)” (n° 12024).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



21. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'avenir du fonds de solidarité de La Poste" (n° 12082).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'intérêt de la Poste belge pour une participation dans la Poste grecque" (n° 12083).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Jef Van den Bergh, François Bellot, Valérie De Bue, Jenne De Potter, David Lavaux, Ludo Van Campenhout, Bruno Van Grootenbrulle) modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne le recours à l'alcolock, n° 1856/1.

- Proposition de loi (Josy Arens) complétant les lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière, en vue de rendre obligatoire l'installation d'alcolocks dans certains véhicules, n° 1339/1.

- Application de l'article 97 du Règlement (avis des gouvernements de communauté ou de région – art. 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

- La commission a décidé de demander au président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat.

2. Proposition de loi (Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, Alexandra Colen) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne la circulation des cyclistes aux carrefours équipés de signaux lumineux, n° 702/1.

- Application de l'article 97 du Règlement (avis des gouvernements de communauté ou de région – art. 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

3. Proposition de loi (Christian Brotcorne, Joseph George, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Josy Arens) modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière en vue de supprimer le mécanisme des décimes additionnels pour les amendes de roulage, n°s 78/1 et 2.

- Application de l'article 97 du Règlement (avis des gouvernements de communauté ou de région – art. 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

4. Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Jenne De Potter, Roel Deseyn, Katrien Schryvers, Raf Terwingen) modifiant, en ce qui concerne les délais de prescription et la récidive des infractions de roulage, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, n° 1462/1.

- Application de l'article 97 du Règlement (avis des gouvernements de communauté ou de région – art. 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).



5. Proposition de loi (Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, Alexandra Colen) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, n° 705/1.

- Application de l'article 97 du Règlement (avis des gouvernements de communauté ou de région – art. 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

6. Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Jenne De Potter, Roel Deseyn) modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne l'immobilisation d'un véhicule au titre de mesure de sûreté, n° 907/1.

- Application de l'article 97 du Règlement (avis des gouvernements de communauté ou de région – art. 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

7. Proposition de loi (Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde) instaurant l'enregistrement des bicyclettes, n° 771/1.

- Application de l'article 97 du Règlement (avis des gouvernements de communauté ou de région – art. 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

Prochaine réunion : mercredi 1<sup>er</sup> avril 2009.

### **“Fraude fiscale”**

---

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

#### ➤ **LUNDI 23 MARS 2009**

Audition sur des dossiers fiscaux concernant des sociétés de liquidités :

- M. Christiaan Nys, premier substitut du procureur du Roi à Anvers, spécialisé en matière fiscale;  
- M. Peter Van Calster, substitut du procureur du Roi à Anvers ;  
- M. Bart Van Lysebeth, président du Comité permanent de contrôle sur les services de police, ancien procureur du Roi à Anvers.

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Alain Mathot, Raf Terwingen, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

Prochaine réunion : vendredi 27 mars 2009.



## Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

➤ **MARDI 24 MARS 2009**

1. Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les fêtes religieuses" (n° 11004).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

2. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les mesures d'économie annoncées dans le cadre du système ALE" (n° 11301).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'opposition de certains syndicats à l'introduction du chômage temporaire pour les employés" (n° 11309).

- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la situation en ce qui concerne l'élargissement du système du chômage temporaire" (n° 11653).

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le chômage temporaire pour raisons économiques pour les employés" (n° 12000).

- Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'état d'avancement du dossier relatif à l'élargissement du chômage économique aux employés" (n° 12021).

- Question de M. Pierre-Yves Jeholet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'extension du chômage économique aux employés" (n° 12100).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

4. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le recours au co-sourcing pour éviter les licenciements" (n° 11657).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

5. Question de M. Jef Van den Bergh à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'installation d'un alcolock dans les véhicules destinés au transport professionnel" (n° 11672).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

6. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "ses efforts en faveur des femmes seules avec enfants" (n° 11693).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.



7. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la garde de nuit de patients bénéficiant de soins à domicile et se trouvant en situation de grande dépendance" (n° 11742).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

8. Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les titres-services" (n° 11808).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Eric Thiébaud à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la grogne des CPAS wallons de prendre en charge de plus en plus de chômeurs exclus de l'ONEm" (n° 11819).

- Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les exclusions de chômeurs et les conséquences pour les CPAS" (n° 11880).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

10. Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les déclarations de la CSC à propos du statut unique" (n° 11858).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

11. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les discriminations à l'emploi fondées sur l'âge des candidats" (n° 11874).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

12. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'évolution du taux horaire des travailleurs ALE" (n° 12030).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

## **Economie**

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : M. Bart Laeremans*

### ➤ **MARDI 24 MARS 2009**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Bruno Tobbacq et consorts) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations en ce qui concerne la participation d'acteurs de marché dans les gestionnaires de réseau, n° 1600/1.



- Proposition de loi (Flor Van Noppen) instaurant une part de marché maximale sur les marchés du gaz et de l'électricité, n° 1513/1.

- Proposition de loi (Flor Van Noppen) modifiant la législation relative au marché du gaz et de l'électricité en ce qui concerne le dégroupage des gestionnaires de réseau et des acteurs du marché, n° 1537/1.

- Proposition de loi (Tinne Van der Straeten et consorts) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et relative à la gouvernance d'entreprise pour les gestionnaires du secteur du gaz naturel, n° 1886/1.

- Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz.

- Exposés introductifs de MM. Flor Van Noppen, Bruno Tobback et Mme Tinne Van der Straeten.

- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mme Katrien Partyka et MM. Willem-Frederik Schiltz et Jean-Luc Crucke.

2. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le "chantage" de GDF-SUEZ" (n° 11699).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les actions menées à l'encontre d'Electrabel pour la facturation des droits d'émissions de CO<sub>2</sub>" (n° 11703).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Fonds mazout" (n° 11832).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le développement de véhicules plus écologiques dans le parc automobile fédéral" (n° 12032).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan d'action concernant le crédit à la consommation" (n° 12042).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les parcs d'éoliennes en mer du Nord" (n° 12072).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

8. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les stocks stratégiques détenus par le CEPS" (n° 12073).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



9. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la golden share de la Belgique dans GDF Suez" (n° 12092).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les prix élevés du gaz et de l'électricité dans notre pays" (n° 12109).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la publication des informations relatives à l'inventaire du passif nucléaire établi par l'ONDRAF" (n° 12113).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie (FRCE)" (n° 12121).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 31 mars 2009.

## **Santé publique**

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Présidente : Mme Muriel Gerkens*

### ➤ **MARDI 24 MARS 2009**

1. Plan d'attractivité de la profession d'infirmière.

- Exposé introductif par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

- Echange de vues.

- Rapporteur : M. Jacques Otlet.

- La discussion a été entamée.

2. Plan maladies chroniques.

- Exposé introductif par la Vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

- Audition BESEP (MM. Shibeshih Belkachew et Franck Dubois).

- Echange de vues.

- Rapporteur : M. Luc Goutry.

- La discussion a été entamée.



➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

Visite de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire.

- Présentation du Business plan.

- La visite a eu lieu. La discussion relative au Business plan a été entamée.

Prochaine réunion : mardi 31 mars 2009.

---

**Poursuites**

---

COMMISSION DES POURSUITES

*Président : M. Thierry Giet*

➤ **MARDI 24 MARS 2009**

1. Nomination du vice-président.

- M. Servais Verherstraeten a été nommé en qualité de vice-président.

2. Examen d'un dossier (art. 103 de la Constitution).

- Rapporteur : M. Daniel Bacquelaine.

---

**Questions scientifiques et technologiques**

---

COMITÉ D'AVIS POUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

*Présidente : Mme Yolande Avontroodt*

➤ **MARDI 24 MARS 2009**

Discussion des propositions des groupes politiques concernant de nouveaux thèmes à examiner.

Prochaine réunion : mardi 5 mai 2009.



## Questions européennes et Affaires sociales

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Présidents : MM. Herman De Croo, Yvan Mayeur et Mme Anne Delvaux (S)*

### ➤ **MARDI 24 MARS 2009**

Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat.

Exposé du premier ministre sur les résultats du Conseil européen des Chefs d'Etat et de gouvernement des jeudi 19 et vendredi 20 mars 2009 à Bruxelles.

- Echange de vues.

## Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Présidente : Mme Mia De Schamphelaere*

### ➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Olivier Hamal, Carina Van Cauter, Thierry Giet, Zoé Genot, Pierre-Yves Jeholet, Marie-Christine Marghem, Sarah Smeyers, Raf Terwingen, Xavier Baeselen) visant à moderniser et assurer une meilleure transparence dans le fonctionnement des copropriétés, n°s 1334/1 à 5.

Amendements de M. Terwingen et consorts, Mme Van Cauter et consorts, M. Hamal et consorts, M. Geerts et consorts et Mme Nyssens et consorts.

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne, Brigitte Wiaux) modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la copropriété, n°s 123/1 et 2.

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne, Brigitte Wiaux) modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la copropriété, n°s 123/1 et 2.

- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Marie-Christine Marghem, Olivier Hamal) modifiant les articles 577-8 et 577-11 du Code civil, en ce qui concerne les missions du syndic, n° 241/1.

- Proposition de loi (Sarah Smeyers, Els De Rammelaere) modifiant le Code civil en ce qui concerne la copropriété, n° 346/1.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, Marie-Christine Marghem, Pierre-Yves Jeholet, Xavier Baeselen) visant à moderniser et à assurer une meilleure transparence dans le fonctionnement des copropriétés, n°s 684/1 et 2.

(Continuation). (Rapporteurs : M. Renaat Landuyt et Mme Valérie Déom).

- Les amendements n°s 1 à 19 ont été développés.

2. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur "la loi de principes concernant l'administration pénitentiaire" (n° 11820).

- Le ministre de la Justice a répondu.



3. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur "la nouvelle vague d'escroqueries au détriment des entreprises" (n° 11830).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur "les jeux vidéo violents" (n° 11857).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les jeux vidéo violents" (n° 11894).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Interpellation et question jointes :

- Interpellation de M. Filip De Man au ministre de la Justice sur "la rubrique "avis de recherche" du site de la police fédérale" (n° 296).

- Question de M. Filip De Man au ministre de la Justice sur "l'avis de recherche lancé après qu'un homme ait été agressé et immolé par le feu à Tiel" (n° 11867).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Filip De Man.

- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Raf Terwingen et Michel Doomst.

6. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "l'arriéré au tribunal de première instance de Charleroi" (n° 11912).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "le système de garantie locative mis en place en 2007" (n° 11926).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "les factures en souffrance au SPF Justice" (n° 11935).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les différents seuils de tolérance appliqués à la répression des excès de vitesse par les Parquets de Hasselt et de Tongres" (n° 11940).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "la situation dans les prisons belges" (n° 11965).

- Le ministre de la Justice a répondu.



11. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “l’indemnisation des victimes de la catastrophe de Ghislenghien” (n° 11960).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “l’arriéré judiciaire auprès des juridictions du travail” (n° 11961).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “la mesure de la charge de travail et les critiques y afférentes” (n° 11973).

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “la mesure de la charge de travail” (n° 12010).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la mesure de la charge de travail auprès des instances judiciaires” (n° 12128).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le stage des parents de jeunes délinquants” (n° 11976).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les différentes causes d’absence au sein du personnel pénitentiaire” (n° 11977).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Justice sur “l’état d’insalubrité du palais de justice de Binche” (n° 12012).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l’application des peines” (n° 12017).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. François Bellot au ministre de la Justice sur “l’application de la loi sur les armes” (n° 12056).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la consultation des casiers judiciaires par les services de police” (n° 12060).

- Le ministre de la Justice a répondu.



20. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la ratification des conventions conclues dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée” (n° 12061).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “la grève à la prison de Namur” (n° 12094).

- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “les perspectives d’évolutions de la situation à la prison de Namur” (n° 12136).

- Question de M. Maxime Prévot au ministre de la Justice sur “la grève à la prison de Namur” (n° 12156).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les réductions de peine qui pourraient être très importantes dans l’affaire Munten” (n° 12103).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les arrêtés royaux à prendre en vue de l’exécution de la nouvelle loi sur les armes” (n° 12129).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 31 mars 2009.

## Relations extérieures

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Présidente : Mme Hilde Vautmans*

### ➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

1. Projet de loi contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de l’année budgétaire 2008 - Section 14 “SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement”, n° 1881/1.

- Rapporteur : M. Xavier Baeselen.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Wouter De Vriendt et Dirk Van der Maelen.

- Les dispositions soumises à l’examen de la commission ont été adoptées par 8 voix et 1 abstention.

2. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de la Coopération au développement sur “l’aide aux pays en développement en matière d’énergie renouvelable” (n° 9762).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.



3. Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre de la Coopération au développement sur “les projets environnementaux proposés à la vente par la Commission européenne” (n° 11119).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

4. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur “l'aide au Congo” (n° 11446).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

5. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur “l'aide à la Palestine” (n° 11606).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur “la demande de soutien supplémentaire en Afghanistan du vice-président américain” (n° 11794).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Coopération au développement sur “l'effort belge supplémentaire pour l'Afghanistan” (n° 12147).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

7. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de la Coopération au développement sur “les dernières prises de position du pape vis-à-vis du préservatif, et les difficultés occasionnées aux ONG” (n° 12035).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

8. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l'élargissement de l'Union européenne à la Russie” (n° 11133).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

9. Question de Mme Martine De Maght au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “les droits d'importation sur les moissonneuses-batteuses et autres mesures protectionnistes en Russie” (n° 11776).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

10. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “le financement possible par Dexia de colonies juives en territoire palestinien” (n° 11787).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.



11. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la demande d'aide supplémentaire du vice-président américain dans le cadre du conflit en Afghanistan" (n° 11796).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la contribution de la Belgique en Afghanistan" (n° 12118).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les déclarations du premier ministre sur le renfort de l'aide belge en Afghanistan" (n° 12144).

- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'effort belge supplémentaire pour l'Afghanistan" (n° 12146).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

12. Question de Mme Martine De Maght au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le coût de la représentation fédérale à New York" (n° 11824).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

13. Question de Mme Martine De Maght au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "des initiatives tendant à souligner le multilinguisme de la Belgique fédérale à l'étranger" (n° 11825).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les récents propos du pape Benoît XVI sur l'utilité des préservatifs dans la lutte contre le sida" (n° 11982).

- Question de M. André Flahaut au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les propos du pape Benoît XVI relatifs à l'avortement et à l'utilisation du préservatif" (n° 12169).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

15. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation politique et le respect des droits de l'homme au Burundi" (n° 12130).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

16. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'arrestation de moines tibétains" (n° 12134).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.



17. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation en Géorgie et le respect de l'accord international par la Russie" (n° 12135).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

18. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'accord de paix entre le Congo et le CNDP" (n° 12157).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

19. Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le décret de la communauté flamande impliquant pour les candidats acquéreurs de logements de faire la preuve d'un lien avec une des 67 communes flamandes retenues par le décret pour s'installer dans une de celles-ci" (n° 12172).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'aide belge à l'autorité palestinienne" (n° 12174).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 1<sup>er</sup> avril 2009.

## **Finances et Budget**

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

1. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'instauration d'une réduction sur le prix d'achat des véhicules électriques" (n° 11658).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

2. Question de M. Dirk Van der Maelen au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "la simplification de la déclaration fiscale" (n° 11969).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.



3. Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "la complexité croissante de la déclaration fiscale" (n° 12045).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

4. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la reconnaissance des associations dans le cadre de la déductibilité des dons" (n° 11414).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le taux de TVA appliqué à l'encadrement dans les clubs de fitness" (n° 11599).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Stefaan Vercaemer au ministre de l'Intérieur sur "les palais provinciaux" (n° 11655).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Peter Vanvelthoven au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le calcul des impôts des pensionnés, des chômeurs et d'autres bénéficiaires d'allocations" (n° 11690).

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les avertissements-extraits de rôle erronés adressés récemment à certains contribuables" (n° 11705).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'avis négatif de l'Inspection des Finances concernant le projet TIC «Opera»" (n° 11706).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réforme Coperfin" (n° 11712).

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'avis que l'Inspection des Finances a rendu sur le projet de réforme TIC «Opera»" (n° 11714).

- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les problèmes informatiques au sein de l'administration fiscale" (n° 11933).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



9. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'état de délabrement du parc de Tervuren, en ce qui concerne la partie ressortissant aux compétences de la Régie des Bâtiments” (n° 11733).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le rôle et le fonctionnement de la SFPI” (n° 11749).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déduction professionnelle accordée par le gouvernement flamand” (n° 11828).

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la répercussion de la réduction forfaitaire flamande du précompte professionnel et le calcul de l'indemnité complémentaire de prépension” (n° 11848).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les systèmes PLDA et NCTS” (n° 11775).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Tinne Van der Straeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conclusions du Conseil Ecofin” (n° 11846).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le calcul du précompte professionnel sur le travail intérimaire” (n° 11849).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la restitution mensuelle de la TVA” (n° 11850).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le nouvel arrêté royal relatif au calcul du taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne” (n° 11851).

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le nouvel arrêté royal relatif au calcul des intérêts sur les dépôts d'épargne” (n° 11891).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



17. Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le taux de TVA appliqué aux bateaux de plaisance” (n° 11872).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la répartition des gains lors des tirages du Super Lotto” (n° 11882).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'éventuel deuxième plan de relance” (n° 11932).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le calcul du précompte sur les revenus des allocataires sociaux” (n° 11955).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conditions de travail des agents de douane de Namur” (n° 11956).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le budget des festivités du 75<sup>ème</sup> anniversaire de la Loterie nationale” (n° 11989).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de M. André Flahaut au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la suppression du bureau (succursale) des Douanes et Accises de Nivelles et la fusion avec la succursale d'Ottignies” (n° 12008).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

24. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'état de délabrement du palais de justice de Binche” (n° 12022).

- Question de Mme Colette Burgeon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'état déplorable du palais de justice de Binche” (n° 12097).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



25. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les règles internationales applicables au secteur bancaire” (n° 12110).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

26. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’obligation de retenue dans le secteur de la construction” (n° 12111).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 1<sup>er</sup> avril 2009.

### Intérieur

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

1. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre sur “le plan de relance bis” (n° 12020).

- Le premier ministre a répondu.

2. Question de M. Gerolf Annemans au premier ministre sur “les voitures de service du cabinet du ministre de la Justice” (n° 12046).

- Le premier ministre a répondu.

3. Question de M. Bart Laeremans au premier ministre sur “un nouvel incident survenu entre le ministre de la Coopération au développement et un participant du Vlaams Belang à la mission du Fonds belge de survie au Bénin” (n° 12047).

- Le premier ministre a répondu.

4. Question de Mme Juliette Boulet au premier ministre sur “le renfort de l’aide belge en Afghanistan” (n° 12143).

- Le premier ministre a répondu.

5. Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de la Politique de migration et d’asile sur “les procédures d’asile” (n° 11436).

- La ministre de la Politique de migration et d’asile a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers à la ministre de la Politique de migration et d’asile sur “la plainte des avocats relative à l’absence de nouveaux critères de régularisation” (n° 11818).



- Question de Mme Sarah Smeyers à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "la concertation relative à la politique de migration" (n° 11991).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "le boycottage organisé par des bourgmestres flamands opposés aux expulsions" (n° 11831).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la fraude à l'identité" (n° 11897).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le déploiement des forces de police lors des rencontres de football" (n° 11898).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les patrouilles policières transfrontalières" (n° 11899).

- Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "l'inventaire des statistiques en matière de criminalité dans la région frontalière" (n° 12089).

- Question de M. Peter Logghe au ministre de l'Intérieur sur "une meilleure lutte contre la criminalité frontalière" (n° 12127).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de l'Intérieur sur "l'inventaire de la criminalité dans la région frontalière entre la Belgique et les Pays-Bas" (n° 12137).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la sécurité de l'ambassadrice d'Israël et l'annulation d'une conférence à Thuin" (n° 11902).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de Mme Karine Lalieux au ministre de l'Intérieur sur "le financement des six zones de police bruxelloise" (n° 11931).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la violence contre les secouristes" (n° 11948).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "l'aide adéquate la plus rapide des services d'incendie" (n° 11974).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



15. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "les informations à destination des citoyens européens pour les élections européennes" (n° 11992).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la circulaire ministérielle relative aux Task Forces" (n° 12025).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la suspension d'agents de police" (n° 12040).

- Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "l'assouplissement des procédures disciplinaires à l'encontre de policiers" (n° 12115).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de l'Intérieur sur "la salle des interrogatoires du Mossad à l'aéroport national" (n° 12048).

- Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "la sécurité dans les aéroports" (n° 12080).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Jef Van den Bergh au ministre de l'Intérieur sur "le contrôle des temps de conduite et de repos en cas d'accident impliquant des poids lourds" (n° 12053).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "la récupération d'indus versés à des fonctionnaires de police" (n° 12055).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de Mme Karine Lalieux au ministre de l'Intérieur sur "le changement de local de la police fédérale des chemins de fer à Bruxelles" (n° 12064).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Peter Logghe au ministre de l'Intérieur sur "les cartes d'identité électroniques" (n° 12093).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le contrôle démocratique renforcé sur la police fédérale" (n° 12114).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



24. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "le Conseil d'État" (n° 12159).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 1<sup>er</sup> avril 2009.

## Droit de la famille

---

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

*Présidente : Mme Clotilde Nyssens*

### ➤ **MERCREDI 25 MARS 2009**

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire visant à supprimer la mise à charge automatique de l'entière des dépens à la partie demanderesse en cas de requête unilatérale en divorce - Transmis par le Sénat, n°s 1803/1 et 2.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu).

Amendements de Mme Marghem et consorts.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Nyssens, Déom et Lahaye-Battheu.

- La discussion a été poursuivie.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n° 1517/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n° 1706/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Marie-Christine Marghem).

- Des amendements à la proposition de loi n° 1517/1 ont été déposés par M. Terwingen.

- La discussion a été poursuivie.

Prochaine réunion : mercredi 1<sup>er</sup> avril 2009.

## Concertation parlementaire

---

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker*

### ➤ **JEUDI 26 MARS 2009**

1. Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, n° 52-1887/1.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.



2. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 4 avril au 19 avril 2009 inclus.





## SÉANCES PLÉNIÈRES

*Ce chapitre mentionne:*

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

*Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);*

*Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).*

➤ **JEUDI 26 MARS 2009, APRES-MIDI (090), SOIR (091)**

### PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS

---

1. - Proposition de résolution (M. Yvan Mayeur, Mmes Marie-Claire Lambert et Valérie Déom, MM. Eric Thiébaud, André Frédéric, Mmes Thérèse Snoy et d'Oppuers et Maya Detiège) visant à améliorer la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs lors de leurs achats de GSM et à protéger la santé des citoyens contre les risques liés à la pollution électromagnétique, n<sup>os</sup> 1335/1 à 9.
  - Proposition de résolution (Mmes Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten et Maya Detiège) relative à la protection de la santé des citoyens contre les risques liés à la pollution électromagnétique, n<sup>os</sup> 405/1 à 4.

La proposition de loi (n° 1335) est adoptée par 122 voix contre 3 et 1 abstention

2. - Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, n<sup>os</sup> 1813/1 à 4.
  - Projet de loi portant modification de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, n<sup>os</sup> 1814/1 à 4.



*Le présent projet de loi vise à renforcer le régulateur des secteurs postaux et des télécommunications, à assurer une meilleure transposition des directives européennes de 2002 et à moderniser la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.*

Le projet de loi (n° 1813) est adopté par 114 voix et 12 abstentions

3. - Projet de loi portant des dispositions diverses, n<sup>os</sup> 1786/1 à 22.
- Projet de loi portant des dispositions diverses relatives à l'asile et à l'immigration, n<sup>os</sup> 1787/1 à 7.

Le projet de loi (n° 1786) est adopté par 81 voix contre 17 et 28 abstentions

4. - Projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, n<sup>os</sup> 1798/1 à 5.
- Projet de loi portant diverses modifications en matière électorale, n<sup>os</sup> 1799/1 à 6.
- Proposition de loi (Mme Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code électoral en ce qui concerne la pièce à produire pour mandater un autre électeur en cas de séjour provisoire à l'étranger, n° 1721/1.

*Le présent projet de loi apporte différentes modifications et innovations dans le processus d'organisation de l'élection du Parlement européen, à savoir: la transmission digitale des procès-verbaux, la transmission digitale des coordonnées des bureaux électoraux, la numérotation des candidats sur les bulletins de vote et sur les écrans de vote automatisé, l'inscription sur la liste des électeurs de leur numéro d'identification au Registre national, l'adaptation de la liste des personnes susceptibles d'être désignées à la fonction de président d'un bureau de vote ou de dépouillement, la procédure de certification par les communes des électeurs présentant des candidats, l'assouplissement des conditions pour donner procuration en cas de départ à l'étranger et l'organisation d'une formation aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement par le bureau principal de canton.*

Le projet de loi (n° 1798) est adopté par 105 voix contre 16 et 3 abstentions

5. Projet de loi relatif aux concours officiels d'excellence professionnelle, n<sup>os</sup> 1784/1 à 4.

*Le présent projet vise à donner une base légale aux concours officiels d'excellence professionnelle organisés en Belgique pour mettre en valeur les artisans qui se distinguent, permettant aussi une revalorisation de la profession d'artisan et de ses produits.*

Le projet de loi (n° 1784) est adopté par 104 voix et 21 abstentions



6. Proposition de loi (Mme Els De Rammelaere et M. Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne le lieu du mariage, n<sup>os</sup> 1239/1 à 5.

*À l'heure actuelle, les mariages sont, en principe, célébrés à la maison communale.*

*Cette proposition de loi vise à habiliter le conseil communal à désigner un ou plusieurs endroits où les mariages pourraient être célébrés.*

La proposition de loi (n° 1239) est adoptée par 124 voix et 1 abstention

7. Projet de loi portant assentiment à et exécution de l'Avenant, signé à Bruxelles le 12 décembre 2008, à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964 et modifiée par les Avenants du 15 février 1971 et du 8 février 1999, n° 1858/1.

Le projet de loi (n° 1858) est adopté par 114 voix contre 12

8. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République tunisienne tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole, signés à Tunis le 7 octobre 2004, n° 1859/1.

Le projet de loi (n° 1859) est adopté par 114 voix contre 12

9. Projet de loi autorisant le ministre des Finances à consentir des prêts au Grand-Duché de Luxembourg, n<sup>os</sup> 1851/1 à 3.

*Le projet de loi a pour but d'autoriser, à titre exceptionnel, le ministre des finances à consentir des prêts à concurrence de 160 millions EUR maximum au Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la restructuration de la banque Kaupthing S.A. placée sous le régime de la suspension de paiement, afin de rendre possible le remboursement intégral des dépôts de ses clients, y compris ceux de sa succursale en Belgique.*

Le projet de loi (n° 1851) est adopté à l'unanimité des 126 votants

10. Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, n° 1887/1.

*Le projet a pour but de modifier loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.*

Le projet de loi (n° 1887) est adopté par 108 voix contre 18



11. Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2001 et certaines années antérieures, n° 1862/1.

Le projet de loi (n° 1862) est adopté par 108 voix et 18 abstentions

12. Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2002, n° 1863/1.

Le projet de loi (n° 1863) est adopté par 108 voix et 18 abstentions

---

## QUESTIONS ORALES

---

### ***Le rapport du Conseil supérieur des finances sur la situation budgétaire du pays***

Questions jointes de :

- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P0944)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) (n° P0945)
- M. Hendrik Daems (Open Vld) (n° P0946)
- M. Peter Vanvelthoven (sp.a) (n° P0947)
- M. Robert Van de Velde (LDD) au premier ministre (n° P0948)

### ***La régularisation des sans papiers***

Questions jointes de :

- Mme Dalila Douifi (sp.a) (n° P0949)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) (n° P0950)
- Mme Zoé Genot (Ecolo-Groen!) au premier ministre (n° P0951)

### ***Le Conseil européen de printemps***

Questions jointes de :

- M. Bruno Tuybens (sp.a) (n° P0952)
- Mme Camille Dieu (PS) au premier ministre (n° P0953)

### ***Le blocage à la tête du département des Finances***

Question de :

M. Gerolf Annemans (VB) au premier ministre (n° P0954)



### ***Les déclarations du ministre De Gucht concernant l'attitude du Vatican à l'égard du SIDA***

Question de :

M. Jan Jambon (N-VA) au premier ministre (n° P0955)

### ***L'exonération fiscale des chèques-repas***

Question de :

M. Stefaan Vercamer (CD&V) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances (n° P0963)

### ***L'erreur d'impression sur les billets Bingo***

Questions jointes de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P0956)
- Mme Karine Lalieux (PS) (n° P0961)
- M. Hagen Goyvaerts (VB) (n° P0957)
- M. Jenne De Potter (CD&V) (n° P0958)
- M. Bruno Tuybens (sp.a) (n° P0959)
- M. Christian Brotcorne (cdH) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0960)

### ***La convention préventive de la double imposition conclue avec le Soudan***

Question de :

M. Dirk Van der Maelen (sp.a) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0962)

### ***Le tarif social***

Question de :

Mme Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P0966)

### ***La démission du directeur judiciaire de Charleroi***

Question de :

M. Jean-Luc Crucke (MR) au ministre de la Justice (n° P0964)



### **La grève des agents pénitentiaires à Namur**

Question de :

M. Daniel Bacquelaine (MR) au ministre de la Justice (n° P0965)

### **Le renforcement des services de police dans la région frontalière (narcocriminalité)**

Question de :

M. Raf Terwingen (CD&V) au ministre de l'Intérieur (n° P0967)

### **La construction d'un nouveau terminal low-cost à l'aéroport de Bruxelles-National**

Question de :

Mme Clotilde Nyssens (cdH) au secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre (n° P0968)

---

## **VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS**

---

*Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).*

*Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.*

### **VOTES :**

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Jan Jambon (N-VA) au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « l'annulation par le Conseil d'Etat de la composition du comité de direction des Finances » (n° 290)  
(développées en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 18 mars 2009)



Deux motions ont été déposées (MOT 52 290/001)

- une motion de recommandation par Jan Jambon (N-VA)
- une motion pure et simple par Josée Lejeune (MR), Christian Brotcorne (cdH), Jean-Jacques Flahaux (MR), Hendrik Bogaert (CD&V) et Jenne De Potter (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 80 voix contre 45 et 1 abstention

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) au ministre de la Justice sur « les problèmes d'extradition avec les Pays-Bas » (n° 293)  
(développées en réunion publique de la commission de la Justice du 18 mars 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 293/001)

- une motion de recommandation par Bart Laeremans (VB) et Bruno Stevenheydens (VB)
- une motion pure et simple par Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld), Carina Van Cauter (Open Vld), Raf Terwingen (CD&V) et Marie-Christine Marghem (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 80 voix contre 45 et 1 abstention

## **APPLICATION DE L'ARTICLE 103 DE LA CONSTITUTION**

---

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de la commission des Poursuites en vue de l'application éventuelle de l'article 103 de la Constitution en cause M. Karel De Gucht, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, n° 1906/1.

Conformément à l'article 12, § 2, alinéa 1er de la loi du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des ministres la Chambre se forme en comité secret.

*La Chambre s'est constituée en comité secret.*





## RELATIONS PUBLIQUES

JEUDI 26 MARS 2009

### INAUGURATION DU PORTRAIT DE HERMAN DE CROO

*Le jeudi 26 mars 2009 restera un jour mémorable pour Herman De Croo. Il lui aura fallu attendre près de deux ans après la fin de sa présidence pour que son portrait soit inauguré à la Chambre. Patrick Dewael et Herman De Croo ont dévoilé le tableau sous le regard attentif de très nombreuses personnalités, de la famille et des amis de l'ancien président.*

Dans son discours, l'actuel président de la Chambre, Patrick Dewael, s'est exprimé en ces termes : « Aujourd'hui, nous pouvons enfin contempler son portrait. L'impressionnante collection d'œuvres d'art de la Chambre des représentants s'enrichit du portrait peint de l'homme qui a dirigé cette assemblée pendant huit ans. La seule place restée libre en haut de l'escalier d'honneur sera donc enfin occupée ».

Poursuivant son éloge, le président de la Chambre a décrit Herman De Croo comme « un pragmatique qui laisse aller de pair le cœur et la raison ». Patrick Dewael considère que c'est l'ancien président De Croo qui a donné un vrai visage à la Chambre. Il est convaincu, de plus, que cette œuvre ne marquera pas un point final pour lui, mais un nouveau début. « Vous resterez une source permanente d'ingéniosité et d'habileté dans notre assemblée », a-t-il dit à son collègue.

Le président de la Chambre a aussi associé Mme De Croo à son hommage : « 'Derrière tout grand homme il y a une femme', comme dit l'adage, et Herman De Croo ne le démentira pas. »

Le président du Collège des questeurs de la Chambre, M. Maingain, a commenté la biographie de Eneko Fraile – Ugalde, artiste d'origine basque, et le portrait. Il s'agit du premier portrait de profil d'un président de la Chambre. « Herman De Croo a été représenté avec justesse et précision, son portrait est aussi parlant que subtil et original du point de vue artistique », a indiqué M. Maingain. Il considère le 39<sup>ème</sup> portrait comme un enrichissement pour la galerie des portraits.





Dans sa réponse, M. De Croo s'est également dit satisfait du résultat. L'ancien « premier citoyen du pays » a déclaré qu'il était « pendu pour l'éternité ».

<i>FICHE TECHNIQUE</i>
------------------------

<b>Titre:</b>	Herman De Croo
<b>Type:</b>	Portrait
<b>Technique:</b>	Huile sur toile
<b>Dimensions:</b>	115 x 89 cm
<b>Auteur:</b>	Eneko Fraile-Ugalde
<b>Date:</b>	26.03.2009
<b>Décision Collège des questeurs:</b>	17.07.2008



## RELATIONS INTERNATIONALES

**LUNDI 16 MARS 2009**

### **VISITE D'UNE DÉLÉGATION IRAKIENNE**

Commission des Relations extérieures

MM. Georges Dallemagne, premier vice-président de la commission des Relations extérieures de la Chambre, et François Roelants du Vivier, premier vice-président de la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat, ont reçu une délégation parlementaire irakienne effectuant une visite d'étude en Belgique.

Ils ont expliqué à leurs interlocuteurs le rôle important susceptible d'être joué sur la scène internationale par de petits pays non suspects d'avoir un agenda caché et ont également expliqué les tâches et le mode de fonctionnement de leurs commissions respectives.



Les participants irakiens ont posé un grand nombre de questions sur le rôle des commissions parlementaires des Relations extérieures et sur leur interaction avec le département des Affaires étrangères, en ce compris les représentations diplomatiques belges.

Ils ont par ailleurs demandé la réouverture de l'ambassade de Belgique à Bagdad.



**MARDI 17 MARS 2009**

## **VISITE D'UNE DÉLÉGATION NORVÉGIENNE**

Commission des Relations extérieures

Le 17 mars 2009, la commission des Relations extérieures a reçu une délégation de la commission des Affaires étrangères du parlement norvégien, en visite à Bruxelles pour une mission centrée principalement sur les institutions européennes. Conduite par le président de la commission, M. Olaf Akselsen, la délégation était accompagnée par l'ambassadeur de Norvège, M. J. H. Bernhardsen.

Ont participé à cet échange de vues : M. Dirk Van der Maelen, deuxième vice-président de la commission, M. François-Xavier de Donnea et M. Xavier Baeselen.

Les parlementaires norvégiens ont interrogé leurs collègues belges sur les thèmes suivants :



- l'évolution de l'Union européenne et du processus d'intégration européenne.

Les participants belges ont souligné le rôle protecteur de l'appartenance à la zone euro dans le contexte de la crise économique et financière, le risque que cette dernière ressuscite les vieux réflexes nationaux, les conséquences négatives de l'adhésion trop rapide de certains nouveaux États membres, insuffisamment préparés. M. de Donnea a par ailleurs exprimé son pessimisme quant à la ratification du Traité de Lisbonne, au fonctionnement futur des institutions européennes et à la poursuite du processus d'élargissement.

- la coopération entre gouvernement et parlement dans le cadre du mandat belge au Conseil de sécurité.  
M. Van der Maelen a expliqué que c'était à l'initiative du Parlement que la Belgique avait inclus dans ses priorités les thèmes « enfants et conflits » et « ressources naturelles et conflits ».
- l'évolution de la situation en Afrique Centrale.  
M. de Donnea a fait le point sur l'évolution de la situation en RDC, au Rwanda et au Burundi, tout en soulignant la nécessité de rétablir une communauté économique régionale incluant, outre les trois anciennes colonies belges, l'Ouganda.
- le rôle de l'OTAN.  
Les participants belges s'accordant sur deux points : le maintien de l'OTAN et la nécessité d'y affirmer la présence européenne.
- l'évolution politique de la Belgique ;
- la perception de l'immigration en Belgique.



**MARDI 17 MARS 2009**

## **VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GÉORGIE**

Commission des Relations extérieures

Le 17 mars 2009, les commissions des Relations extérieures de la Chambre et du Sénat ont reçu M. Grigol Vashadze, ministre des Affaires étrangères de Géorgie.

Celui-ci a exposé aux membres des commissions les trois priorités qui guident la politique de la Géorgie : les réformes démocratiques et, en particulier, l'amélioration du système et des procédures judiciaires ; le rétablissement économique, malheureusement moindre qu'espéré en raison tant de la guerre de l'été dernier que de la crise économique mondiale ; l'intégration euro-atlantique. Pour ce faire, il faut toutefois que la Géorgie bénéficie de la sécurité et de la stabilité.

Le ministre a souligné que le conflit de l'été dernier n'était ni ethnique ni territorial, mais politico-stratégique, et motivé par la volonté de la Russie de contrôler les routes de l'énergie.

En réponse aux questions posées par MM. François-Xavier de Donnea, Xavier Baeselen, Georges Dallemagne et les sénateurs Marleen Temmerman et François Roelants du Vivier, M. Vashadze a déclaré que la Russie contrevenait à chacun des six points de l'accord de cessez-le-feu obtenu par la communauté internationale en août dernier. Cet accord prévoyait le retrait des troupes (alors que la Russie maintient des troupes d'occupation sur une partie du territoire géorgien), puis le début des négociations sur le statut des régions contestées (où la Russie a non seulement maintenu ses bases militaires, mais s'emploie à en établir de nouvelles). Pour sa part, la Géorgie souhaite des relations amicales avec la Russie, pour autant que cette dernière respecte l'intégrité du territoire géorgien.



La Géorgie a commencé à recevoir les moyens financiers qui lui ont été promis par la communauté internationale. Elle a, pour sa part, considérablement réduit la partie de son budget consacrée à la défense, pour recentrer ses priorités sur l'aide aux nombreux réfugiés, la stimulation de l'économie et les dépenses sociales.

L'offensive géorgienne d'août dernier, souvent perçue comme inopportune par la communauté internationale, doit être considérée comme un élément dans un conflit que la Russie avait commencé à préparer dès février 2008, en amorçant alors une escalade. Il semblerait que la Russie ait vu dans la promesse d'adhésion à l'OTAN faite à la Géorgie au Sommet de l'OTAN de Bucarest une opportunité.



S'agissant d'un autre reproche parfois fait à la Géorgie, celui d'avoir utilisé des bombes à sous-munitions, la Géorgie reconnaît y avoir eu recours, mais pas à proximité de zones habitées.

La Géorgie souhaiterait la prolongation de la mission de l'OSCE, mais la Russie s'y oppose. La Géorgie garde toutefois l'espoir de pouvoir conserver en place une partie des éléments humanitaires de cette mission.

Enfin, les pourparlers de Genève doivent être résolument poursuivis.



## COMMUNIQUES DE PRESSE

### COMMUNIQUÉS DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

---

VOUS POUVEZ CONSULTER CES COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR NOTRE SITE :  
[WWW.LACHAMBRE.BE](http://WWW.LACHAMBRE.BE), SOUS LA RUBRIQUE « À LA UNE » ET/OU « COMMUNIQUÉS DE PRESSE ».

➤ LUNDI 23 MARS 2009

#### **PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2008 DU MEDIATEUR FEDERAL**

MERCREDI 25 MARS 2009 A 15 HEURES  
PRESIDENCE DE LA CHAMBRE

Les médiateurs fédéraux remettront leur rapport annuel 2008 au président de la Chambre Patrick DEWAELE, aux membres de la Commission des Pétitions et aux ombudspromoteurs de la Chambre le mercredi 25 mars 2009 à 15 heures dans les salons de la présidence.

Les médiateurs fédéraux, Monsieur SCHUERMANS et Madame DE BRUECKER présenteront leur rapport 2008: notamment les dysfonctionnements constatés, les points principaux de leur action, les recommandations formulées et leur suivi.

#### Pour rappel :

Les médiateurs fédéraux, Monsieur Guido SCHUERMANS (N) et Madame Catherine DE BRUECKER (F), examinent les plaintes des citoyens au sujet de leurs relations avec les administrations fédérales et proposent des solutions.

Chaque année, ils informent la Chambre des représentants des irrégularités et des lacunes qu'ils ont constatées auprès des administrations fédérales et les recommandations qu'ils ont formulées sur la base des constatations.

#### Contact :

Madame De BRUECKER, Médiatrice fédérale  
Le Médiateur fédéral  
Rue Ducale, 43 – 1000 Bruxelles (02/289.27.23)  
E-mail : [email@mediateurfederal.be](mailto:email@mediateurfederal.be)  
Adresse internet : [www.mediateurfederal.be](http://www.mediateurfederal.be)



➤ MARDI 24 MARS 2009

### **INAUGURATION DU PORTRAIT DE M. HERMAN DE CROO**

JEUDI 26 MARS 2009 A 11 HEURES 30  
PRESIDENCE DE LA CHAMBRE

Ce jeudi 26 mars se tiendra à la Présidence l'inauguration du portrait de monsieur Herman DE CROO.

Depuis la naissance de la Belgique, il est de tradition que tout président de la Chambre fasse réaliser son portrait. Le portrait de M. Herman DE CROO, qui fut président de la Chambre du 1<sup>er</sup> juillet 1999 au 12 juillet 2007, sera donc ajouté à la galerie des portraits longeant l'escalier d'honneur. Ce sera la 39<sup>ème</sup> œuvre de cette galerie.

Herman DE CROO, comme ses prédécesseurs, a choisi lui-même l'auteur de son portrait. Son choix s'est porté sur le jeune artiste Eneko FRAILE-UGALDE (1968), à la formation internationale. Diplômé des Beaux-Arts à l'Université de Euskalerriko (Pays Basque), il effectua ensuite des études de conservation d'œuvres d'art et de restauration de peintures à l'Université de Granada (Espagne) et à l'académie des Beaux-Arts de Kiev. Plus récemment, en 2000, il effectua un Master en techniques de conservation à la « Northumbria University » (UK).

Depuis 2000, Eneko FRAILE-UGALDE travaille en tant que restaurateur d'œuvres d'art pour diverses institutions anglaises, dont la Tate Gallery.

Aujourd'hui, il partage son temps entre la conservation d'œuvres d'art et sa production personnelle à Bruxelles, où il possède un atelier dans la rue des Tanneurs, et à Londres.



## PUBLICATIONS

*Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.*

### CHAMBRE

---

#### Document parlementaire :

- 52 1884/001 (CHAMBRE)  
4-1227/1 (SÉNAT) DU 20 MARS 2009

Rapport de la 8<sup>e</sup> session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE – Vienne, 19-20 février 2009

#### Bulletin des questions et réponses :

- 52/051 DU 2 MARS 2009  
Questions et réponses écrites





## CONSEIL DES MINISTRES

*Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.*

*Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.*

### ➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 27 MARS 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 27 mars 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

#### **ASSURANCE SOINS DE SANTÉ ET INDEMNITÉS**

Diminution des plafonds des tickets modérateurs pour les classes de médicaments pour lesquels il existe une copie ou un générique remboursable.

#### **MOBILITÉ INTERFÉDÉRALE**

Equivalence entre les grades et échelles de traitement des entités fédérées et ceux de la fonction administrative fédérale.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre de la Fonction publique, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (portant modification de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique administrative fédérale) qui vise à permettre à l'agent statutaire d'une entité fédérée d'être nommé par la mobilité interfédérale dans un service fédéral.



Le projet crée l'équivalence entre les grades et échelles de traitement des entités fédérées et les grades et classes de la fonction administrative fédérale. Les conditions et les modalités de la mobilité interfédérale ont été approuvées par le Conseil des ministres du [12 janvier 2007](#).

Le tableau de conversion, qui ne vise que les grades communs, a été élaboré pour les trois Communautés, pour la Région wallonne et pour la Région de Bruxelles-Capitale. Le tableau pourra être complété ou modifié afin de tenir compte des évolutions statutaires et d'insérer les grades spécifiques ainsi que les grades de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune et des personnes morales qui dépendent des entités fédérées.

Le projet est soumis à la négociation syndicale et sera ensuite transmis, pour avis, au Conseil d'État.

## **JEUX DE HASARD**

Régulation de la législation sur les jeux de hasard.

Le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de nouvelle loi sur les jeux de hasard, proposé par M. Carl Devlies, secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au ministre de la Justice Stefaan De Clerck. L'objectif de l'avant-projet est de mettre un terme aux abus existants et arriver à une meilleure protection des joueurs.

L'avant-projet étend les compétences de la Commission des jeux de hasard aux paris, aux jeux de hasard offerts par le biais d'internet et aux jeux médias. Le principe réside dans l'interdiction d'exploiter des jeux de hasard sauf exceptions réglées par un système de licences contrôlé par la Commission des jeux de hasard.

Le Conseil des ministres a chargé le ministre des Finances d'élaborer, en concertation avec les Régions, la réglementation nécessaire à l'établissement de la taxe sur les jeux et les paris et de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement sur les jeux en ligne dès l'entrée en vigueur de l'avant-projet.

## **PATRIMOINE SCIENTIFIQUE ET CULTUREL**

Digitalisation du patrimoine scientifique et culturel des établissements scientifiques fédéraux.

Le Conseil des ministres a approuvé une proposition de Mme Sabine Laruelle, ministre de la Politique scientifique, qui devrait considérablement accélérer le programme de digitalisation du patrimoine scientifique et culturel de la Belgique.

En date du [30 avril 2004](#), le Conseil des ministres avait approuvé le plan de digitalisation sur 10 ans du patrimoine scientifique et culturel du SPP Politique scientifique, des dix établissements scientifiques fédéraux qui dépendent du ministre et de la Cinémathèque royale de Belgique. La première phase de ce programme est maintenant terminée.

Au rythme actuel, la digitalisation des pièces prioritaires devrait encore prendre 40 ans. C'est la raison pour laquelle le Conseil des ministres a décidé de mener une politique de digitalisation plus ambitieuse, qui sera financée par une collaboration entre le public et le privé. Il sera également possible de faire appel à une firme spécialisée pour la digitalisation. Pour ce faire, un marché public sera lancé.



## **SAUVETAGE DE FORTIS**

Octroi d'une garantie de l'État pour certaines créances et pertes de Fortis Banque S.A.

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (conformément à l'article 117bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers) qui vise à donner une garantie de l'État belge pour certaines créances détenues et certaines pertes réalisées par Fortis Banque S.A. La proposition du ministre des Finances Didier Reynders octroie une garantie de l'Etat pour les créances et pertes suivantes :

- à concurrence d'un montant maximal de 2,35 milliards d'euros en principal pour les créances détenues par Fortis Banque S.A. à charge de Fortis S.A. en vertu de la "Relative Performance Note" conclue entre Fortis Banque S.A. et Fortis S.A. à propos des CASHES (Convertible And Subordinated Hybrid Equity-linked Securities) émises par Fortis Banque S.A. en décembre 2007 ;
- à concurrence d'un montant maximal de 4,365 milliards d'euros en principal pour les créances senior détenues par Fortis Banque S.A., à charge de Royal Park Investments S.A. en vertu des financements accordés en exécution du protocole d'accord conclu entre l'État belge, BNP Paribas, Fortis et d'autres ;
- à concurrence d'un montant d'un milliard d'euros en principal pour les créances détenues par Fortis Banque SA à charge de Fortis S.A., Fortis NV ou l'une de leurs filiales directes ou indirectes en vertu des financements accordés en exécution dudit protocole d'accord ;
- à concurrence d'un montant de 1,5 milliard d'euro pour les pertes réalisées par Fortis Banque SA, au-delà d'un premier niveau de perte de 3,5 milliards d'euros, sur le portefeuille de produits structurés non transféré à Royal Park Investments S.A.

Le ministre des Finances peut ajuster ces montants en fonction des variations de change. La garantie sera payable à la première demande du bénéficiaire, moyennant une justification précise des sommes concernées et une déclaration d'exigibilité des sommes restées impayées. Le paiement aura lieu dans les 3, 5 ou 7 jours ouvrables suivant la réception de l'appel à la garantie, selon que les montants à payer soient inférieurs à un milliard d'euros, inférieurs à 3 milliards d'euros, ou égaux ou supérieurs à 3 milliards d'euros.

## **CONGÉ PARENTAL**

Congé parental pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans - Deuxième lecture.

Sur proposition de Mme Joëlle Milquet, ministre de l'Emploi, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un projet d'arrêté royal (modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle) qui donne la possibilité au travailleur de prendre un congé parental jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 12 ans. Cette modification d'une des conditions d'octroi du congé parental a été décidée lors du conclave budgétaire 2009.

Dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle, le travailleur peut désormais bénéficier du congé parental jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 12 ans (l'enfant peut avoir atteint l'âge de 12 ans au plus tard pendant le congé parental), que ce soit en cas de naissance ou d'adoption. Le relèvement des limites d'âge à 12 ans apporte plus de flexibilité au travailleur pour concilier famille et travail.

L'entrée en vigueur de la mesure est prévue pour le 1er avril 2009.



## **PC À USAGE PRIVÉ**

Exonération fiscale de l'intervention de l'employeur pour l'achat d'un PC à usage privé.

L'intervention de l'employeur pour l'achat d'un PC à usage privé est exonérée de cotisations sociales à concurrence de maximum 550 euros par exercice d'imposition (environ 760 euros indexés). Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales, le Conseil des ministres a approuvé à ce propos un projet d'arrêté royal (modifiant l'article 19, §2, 20°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 portant exécution de la loi du 27 juin 1969 portant révision de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs). La mesure concerne l'achat d'un PC neuf, avec ou sans périphérique, une connexion internet et un abonnement internet.

Les rémunérations brutes imposables de l'employé ne peuvent dépasser 21.600 euros (environ 30.000 euros indexés). L'employeur ne sera à aucun moment propriétaire du PC. L'exonération est valable une fois par période imposable mais elle n'est cependant attribuée qu'une fois par période de trois ans pour le simple achat d'un PC ou d'un périphérique.

Le projet simplifie la réglementation actuelle : l'employeur n'est plus obligé de réaliser un plan organisé.

## **GARANTIE DE L'ÉTAT AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

Elargissement de la garantie de l'État à certains risques des institutions financières.

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui élargit la portée de l'arrêté royal du 10 décembre 2008 relatif à la garantie de certains risques par des institutions financières.

A la suite d'une concertation avec le secteur, l'arrêté royal, qui a pour but de protéger les institutions financières contre le risque d'une sortie brutale et massive de liquidités, ne semble pas suffisant. C'est pourquoi le Conseil des ministres a décidé, sur proposition du ministre des Finances Didier Reynders, d'élargir la garantie de l'État aux cas dans lesquels l'institution financière est obligée d'acheter des actifs de sa filiale.



## ANNEXES





## DEMANDES D'INTERPELLATION

*Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.*

➤ **0301 Relations extérieures**

Interpellation de Mme Juliette BOULET au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur « la situation en Birmanie et la nécessité de préparer la position de la Belgique pour le renouvellement de la position commune européenne ».

➤ **0302 Relations extérieures**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au premier ministre sur « le renforcement de la participation belge aux opérations en Afghanistan ».

Idem n° 0294 M. André FLAHAUT

➤ **0303 Relations extérieures**

Interpellation de M. Wouter DE VRIENDT au premier ministre sur « le renforcement de la participation belge à la présence militaire internationale en Afghanistan ».

Idem n° 0294 M. André FLAHAUT

Idem n° 0302 M. Dirk VAN DER MAELEN

➤ **0304 Justice**

Interpellation de M. Renaat LANDUYT au ministre de la Justice sur « la réforme annoncée de l'indemnité de procédure ».

➤ **0305 Infrastructure**

Interpellation de M. Bruno STEVENHEYDENS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'enquête réalisée par Test-Achats au sujet des Points Post ».



➤ **0306 Finances**

Interpellation de M. André FLAHAUT au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur « la mise en œuvre effective de l'unité de la protection civile pour les provinces de Namur et de Brabant wallon à Gembloux».

➤ **0307 Intérieur**

Interpellation de M. André FLAHAUT au ministre de l'Intérieur sur « la mise en œuvre effective de l'unité de la protection civile pour les provinces de Namur et de Brabant wallon à Gembloux».

Idem n° 0306 M. André FLAHAUT



PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,  
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET  
COMPTES-RENDUS

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

*Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).*

*Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).*





ASSEMBLEES  
PARLEMENTAIRES  
INTERNATIONALES

**DÉLÉGATION BELGE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Textes adoptés par la Commission permanente agissant au nom de l'Assemblée parlementaire  
du Conseil de l'Europe, Paris, 13 mars 2009

*Recommandations*

- 1863 Environnement et santé : pour une meilleure prévention des risques sanitaires liés à l'environnement.
- 1864 Promouvoir la participation des enfants aux décisions qui les concernent

*Résolutions*

- 1656 Mobiliser les parlements pour le développement de l'Afrique.
- 1657 Les émeutes dans les villes européennes : leçons et réaction du Conseil de l'Europe.
- 1658 Questions au Comité des Ministres

*Les textes mentionnés et d'autres documents du Conseil de l'Europe peuvent être obtenus  
auprès du service des Affaires européennes et Relations interparlementaires du Sénat*

Sonja Langenhaeck : 02/501.79.81  
Secrétariat : 02/501.72.62  
Fax : 02/501.72.16  
e-mail : [sl@senate.be](mailto:sl@senate.be) - [lc@senate.be](mailto:lc@senate.be)





ADDENDA





## AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

*Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».*



**MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE**

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
<b>Législation</b>			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	.....	.....
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	.....	.....
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	.....	.....
<b>Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"</b>			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	.....	.....
<b>Information parlementaire</b>			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	.....	.....
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	.....	.....
<b>Fiches "info" parlementaires</b>			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	.....	.....
<b>Parlamentum Belgicum</b> – Livre de photographies	4,00	.....	.....
<b>Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch,</b> Chambre des représentants 2001 ; 182 pp.	5,00	.....	.....
« <b>Le Parlement</b> » (iconographie)	2,50	.....	.....
« <b>Le Palais de la Nation</b> » (W. Van den Steene)	30,00	.....	.....
<b>Les députés 1894-1969</b> – facsimilé (Van Molle) - <b>biographie</b>	2,50	.....	.....
<b>Brochure « Dessins satiriques »</b>	2,00	.....	.....
<b>Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique"</b> <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	.....	.....
<b>Gravure :</b> "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	.....	.....
<b>Gravure :</b> "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	.....	.....
<b>Dépliants</b>			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	.....	.....
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	.....	.....

**BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE**

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants  
– 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

*La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.*

**PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT**

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
<b>Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat</b> Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
<b>Bulletin des questions et réponses (bilingue)</b> (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	40,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
<b>Compte rendu analytique</b> Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
<b>Informations parlementaires</b> Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
<b>Informations et commandes pour les publications susmentionnées:</b> Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° <b>000-1648428-10</b> de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nom et adresse complète du souscripteur</li> <li>- Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur</li> <li>- Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue)</li> <li>➤ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis</li> <li>➤ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié</li> <li>➤ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA</li> </ul>				
<b>Documents parlementaires de la Chambre</b>  Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques  - numéros séparés  Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	<b>BELGIQUE</b> 0,0744 euro par page imprimée  <b>ÉTRANGER</b> 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	<b>Informations et commandes:</b> <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74  Compte n° <b>000-1648428-10</b> de «Publications de la Chambre des représentants»  Paiement dès réception du décompte		